

BEFIMMO

Société d'Investissement à Capital Fixe Immobilière Publique de droit belge (SICAFI) sous la forme d'une société en commandite par actions
A Auderghem (1160 Bruxelles), chaussée de Wavre, 1945
Arrondissement judiciaire de Bruxelles
Registre des Personnes Morales 0455.835.167
TVA BE 455.835.167

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
CARENCE

Le quatre décembre deux mille douze
Au siège social

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société BEFIMMO, société d'investissement immobilière à capital fixe publique de droit belge (SICAFI) sous la forme d'une société en commandite par actions ayant son siège social à Auderghem (1160 Bruxelles), chaussée de Wavre, 1945, RPM Bruxelles 0455.835.167 (la « Société »).

-* Bureau *

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de Befimmo SA, gérant statutaire de la Société, ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode (1210 Bruxelles), Boulevard Saint-Lazare, 4-10, R.P.M. Bruxelles 0444.052.241, représenté par Monsieur Alain Devos, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre (1150 Bruxelles), avenue de l'Horizon 32, Président du conseil d'administration de Befimmo SA.

Le Président désigne comme secrétaire Aminata Kaké, domiciliée à 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Batticelaan 30/4.

L'assemblée choisit comme scrutateurs M. Benoît De Blieck, Benoît, actionnaire, domicilié à 8300 Knokke, Zeedijk-Het Zoute 773/51 et Madame Emilie Delacroix, domiciliée à Rue des Epicéas 33 à 1170 Bruxelles (à défaut d'un deuxième actionnaire présent).

-* Composition de l'assemblée *

Sont présents ou représentés à l'assemblée les actionnaires dont l'identité ainsi que le nombre de titres dont chacun d'eux est propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée, laquelle a été signée par tous les actionnaires ou porteurs de procuration présents et les membres du bureau.

Les procurations y mentionnées, au nombre de 39 (trente-neuf) demeureront annexées aux présentes.

*** Exposé du président ***

Monsieur le Président expose:

I. Ordre du jour.

La présente assemblée a pour ordre du jour :



1. Dispositions concernant le changement de contrôle

Proposition de décision:

Proposition d'approuver et, pour autant que de besoin, de ratifier, conformément à l'article 556 du Code des sociétés, les dispositions de l'article 7.2 de la convention intitulée Revolving Facility Agreement conclue le 26 septembre 2012 entre la Société et Royal Bank of Scotland plc (RBS). En vertu des dispositions de cet article, en cas de changement de contrôle sur la Société ou de cessation du mandat de gérant statutaire en qualité de gérant unique de la Société (sauf par suite de la transformation de Befimmo SCA en société anonyme), événements dont la Société devrait immédiatement informer la banque, si RBS (pour des motifs raisonnables, qui seraient communiqués à la Société) déterminait que ce changement peut avoir un effet négatif significatif sur la convention, RBS pourrait refuser des tirages sur la ligne de crédit (sauf pour un crédit roll over) et pourrait, moyennant un préavis de dix jours ouvrables, demander de mettre fin à la convention et réclamer le paiement de tous les montants dus (montants en principal, en intérêts et frais). Les termes « contrôle » et « agissant de concert » ont la signification prévue aux articles 5 et suivants et 606 du Code des sociétés.

Le gérant statutaire vous invite à adopter cette proposition.

2. Rapports

- A. *Rapport spécial du gérant sur la proposition de transformer la Société en une société anonyme. A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la Société arrêtée au 30 septembre 2012 et le projet de nouveaux statuts de la Société.*
- B. *Rapport spécial du gérant sur la proposition de modification de l'objet social de la Société. A ce rapport est également joint un état résumant la situation active et passive de la Société arrêtée au 30 septembre 2012.*
- C. *Rapports du commissaire sur cet état.*

3. Transformation de la Société

Proposition de décision

Proposition de transformer la Société en une société anonyme.

Le gérant statutaire vous invite à adopter cette décision.

4. Adoption des statuts de la Société sous sa forme nouvelle

Proposition de décision

Proposition d'adopter les statuts de la Société sous sa forme nouvelle, tels que ceux-ci sont publiés sur le site www.befimmo.be, et dont les caractéristiques – en ce compris le capital autorisé – sont littéralement identiques à celles des statuts actuels de la Société, à l'exception de ce qui suit :

1. Article 1 : Caractère – Dénomination : remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

« La société revêt la forme juridique d'une société anonyme.

Sa dénomination sociale est "BEFIMMO".

La société est un organisme de placement collectif à nombre fixe de parts public soumis au régime des sociétés d'investissement à capital fixe publiques de droit belge dénommées "SICAFI publiques de droit belge", visées aux articles 20 et 21 de la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement (la « loi du 3 août 2012 »).

La dénomination sociale "BEFIMMO" et l'ensemble des documents qui en émanent, contiennent la mention "Société d'investissement immobilier à capital fixe public de droit belge" ou "SICAFI publique de droit belge" et doivent être immédiatement précédés ou suivis de ces mots.

La société opte pour la catégorie de placements prévue à l'article 7, alinéa 1, 5° (biens immobiliers) de la loi du 3 août 2012.

Elle est régie par l'arrêté royal du 7 décembre 2010 relatif aux sicafi (l'« arrêté royal du 7 décembre 2010 ») et les arrêtés royaux d'exécution applicables aux "Organismes de placement belges qui investissent en biens immobiliers".

La société est une société faisant publiquement appel à l'épargne au sens de l'article 438 du Code des sociétés. »

2. Supprimer l'article 2 et renuméroter en conséquence les articles 3 à 15, qui deviennent les articles 2 à 14.

3. Article 3 (ancien article 4) : Durée : remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

- « 3.1. La société a été constituée par acte dressé le 30 août 1995 pour une durée indéterminée.
- 3.2. Sans préjudice des causes de dissolution prévues par la loi ou l'arrêté royal du 7 décembre 2010, la société pourra être dissoute par l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts et conformément aux prescriptions de l'article 44 des statuts. »
4. Article 4 (ancien article 5) : Objet : remplacer, à l'alinéa 1 *in fine*, les termes « *loi du 20 juillet 2004* » par les termes « *loi du 3 août 2012* », à l'alinéa 2, cinquième et sixième tirets, les termes « *à l'article 129 de la loi du 20 juillet 2004* » par les termes « *à l'article 149 de la loi du 3 août 2012* », à l'alinéa 2, neuvième tiret, les termes « *par les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 20 juillet 2004 et* » par les termes « *par les arrêtés royaux d'exécution* », insérer, à l'alinéa 2, deuxième tiret, les termes « *avec droit de vote* » entre les termes « *les actions ou parts* » et les termes « *émises par des sociétés immobilières* », et remplacer le texte du dernier alinéa par le texte suivant : « *L'article 559 du Code des sociétés est d'application en vertu de l'article 21, § 4 de la loi du 3 août 2012* ».
5. Article 5 (ancien article 6) : Règles de répartition des placements : insérer un nouveau paragraphe 5.4 et libellé comme suit : « *La société peut, à titre principal, exercer une activité de location-financement avec option d'achat d'un ou plusieurs immeubles, si ces immeubles sont destinés à des fins d'intérêt public, en ce compris le logement social et l'enseignement.* » et renommer en conséquence les paragraphes 5.4 (ancien 6.4) et 5.5 (ancien 6.5), qui deviennent les paragraphes 5.5 et 5.6.
6. Article 11 (ancien article 12) : Augmentation de capital par apport en nature – Restructuration : déplacer, au paragraphe 11.5 (ancien 12.5), le terme « *mutatis* » après le terme « *mutatis* ».
7. Article 13 (ancien article 14) : Nature et forme : supprimer le paragraphe 13.4 (ancien 14.4) et renommer en conséquence les paragraphes 13.5 (ancien 14.5) à 13.7 (ancien 14.7), qui deviennent les paragraphes 13.4 à 13.6, et remplacer, au paragraphe 13.4 (ancien 14.5), le terme « *gérant* » par les termes « *conseil d'administration ou la personne mandatée par le conseil d'administration à cette fin* ».
8. Remplacer le texte du Titre Quatre par le texte suivant : « Administration-contrôle ».
9. Adapter le titre de l'ancien article 15 comme suit : Article 14 : Composition du conseil d'administration et remplacer le texte de cet article par le texte suivant :
- « 14.1. La société est administrée par un conseil d'administration composé de manière à assurer une gestion autonome et dans l'intérêt exclusif des actionnaires de la société.
- 14.2. Le conseil est composé de trois administrateurs au moins, actionnaires ou non, nommés pour quatre ans au plus par l'assemblée générale et en tout temps révocables par elle et comprend au moins trois administrateurs indépendants au sens de l'article 526ter du Code des sociétés.
- 14.3. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.
- 14.4. Les administrateurs sont rééligibles.
- 14.5. Le mandat des administrateurs est rémunéré.
- 14.6. Si une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue lors de sa nomination de désigner un représentant permanent. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci. Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.
- 14.7. En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui procédera à l'élection définitive.
- 14.8. Les membres du conseil d'administration ou leur représentant permanent doivent remplir les conditions d'honorabilité, d'expertise et d'expérience prévues par l'article 39 de la loi du 3 août 2012 et ne peuvent tomber sous l'application des cas

d'interdiction visés à l'article 40 de la loi du 3 août 2012.

- 14.9. *Le conseil d'administration peut désigner un ou plusieurs observateurs qui pourront assister à tout ou partie des réunions du conseil, selon les modalités à arrêter par le conseil. »*
10. *Supprimer les articles 16 à 21 et renommer l'article 22, qui devient l'article 15.*
11. *Adapter le titre de l'ancien article 22 comme suit : Article 15 : Pouvoirs du conseil d'administration et remplacer le texte de cet article par le texte suivant :*
« 15.1. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.
- 15.2. *Le conseil d'administration établit le rapport semestriel visé à l'article 88, § 1er, de la loi du 3 août 2012 et les projets de rapport annuel et de prospectus dans le respect des articles 56 à 60 de la loi du 3 août 2012.*
Le conseil d'administration désigne un ou plusieurs experts immobiliers indépendants chargés de l'évaluation des biens immobiliers de la société et de ses filiales, conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 7 décembre 2010.
Le conseil d'administration désigne et révoque l'établissement de crédit chargé du service financier de la société. L'identité de cet établissement de crédit est mentionnée dans le rapport financier annuel.
- 15.3. *Le conseil d'administration peut conférer à tout mandataire tous pouvoirs spéciaux, restreints à certains actes ou à une série d'actes déterminés, à l'exclusion des pouvoirs qui lui sont réservés par le Code des sociétés et la loi du 3 août 2012, ainsi que leurs arrêtés d'exécution.*
- 15.4. *Le conseil d'administration peut fixer la rémunération de ce ou ces mandataires, qui est imputée sur les frais de fonctionnement de la société.*
Le conseil d'administration peut révoquer ce ou ces mandataires en tout temps. »
12. *Insérer un nouvel Article 16 intitulé « Délibération du conseil d'administration » et libellé comme suit :*
« 16.1 Les réunions du conseil d'administration se tiennent en Belgique ou à l'étranger, au lieu indiqué dans les convocations. La personne qui préside la réunion peut désigner le secrétaire de la réunion, administrateur ou non.
- 16.2 *Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou de deux administrateurs, effectuée 24 heures au moins avant la réunion.*
- 16.3 *Tout administrateur empêché peut, par écrit, ou tout autre moyen de (télé)communication ayant un support matériel, donner procuration à un autre membre du conseil afin de le représenter à une réunion déterminée. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues et émettre, en plus de sa propre voix, autant de votes qu'il a reçu de procurations.*
- 16.4 *Sauf cas de force majeure, le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle réunion doit être convoquée, qui, à condition que trois administrateurs au moins soient présents ou représentés, délibérera et statuera valablement sur les objets portés à l'ordre du jour de la réunion précédente.*
- 16.5 *Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des administrateurs présents ou représentés, et en cas d'abstention de l'un ou plusieurs d'entre eux, à la majorité des autres administrateurs. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.*
- 16.6. *Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, le conseil d'administration peut prendre des résolutions par voie circulaire. Cette procédure ne pourra toutefois pas être utilisée pour l'arrêt des comptes annuels et, le cas échéant, pour l'utilisation du capital autorisé.*
Les décisions doivent être prises de l'accord unanime des administrateurs. La signature de ceux-ci sera apposée soit sur un seul document, soit sur des exemplaires multiples de ceux-ci.

Ces résolutions auront la même validité que si elles avaient été prises lors d'une réunion du conseil, régulièrement convoquée et tenue et porteront la date de la dernière signature apposée par les administrateurs sur le ou les documents susvisés. »

13. Insérer un nouvel Article 17 intitulé « Procès-verbaux du conseil d'administration » et libellé comme suit :
« Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par au moins deux administrateurs ainsi que tous les administrateurs qui en expriment le souhait. »
14. Insérer un nouvel Article 18 intitulé « Comités consultatifs et comités spécialisés » et libellé comme suit :
« 18.1. Le conseil d'administration peut constituer un ou plusieurs comités dont les membres peuvent être choisis dans ou hors de son sein.
18.2 Il constitue au moins un comité d'audit, un comité de nomination et un comité de rémunération (le comité de nomination et le comité de rémunération pouvant être combinés) dont il fixe les missions, les pouvoirs et la composition conformément aux dispositions légales. »
15. Insérer un nouvel Article 19 intitulé « Comité de direction » et libellé comme suit :
« 19.1 Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs de gestion à un comité de direction, constitué dans ou hors son sein, sans que cette délégation puisse porter sur la politique générale de la société ou sur l'ensemble des actes réservés au conseil d'administration par la loi ou les statuts.
19.2 Le conseil d'administration fixe les attributions, les pouvoirs, les émoluments fixes ou variables, par prélèvement sur les frais généraux, des personnes désignées à ces fins; il les révoque le cas échéant.
19.3 Les membres du comité de direction doivent remplir les conditions d'honorabilité, d'expertise et d'expérience prévues par l'article 39 de la loi du 3 août 2012 et ne peuvent tomber sous l'application des cas d'interdiction visés à l'article 40 de la loi du 3 août 2012. »
16. Insérer un nouvel Article 20 intitulé « Gestion journalière » et libellé comme suit :
« 20.1 Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que sa représentation dans le cadre de cette gestion, soit à un ou plusieurs de ses membres, qui porteront ou non le titre d'administrateur délégué, soit à un ou plusieurs mandataires appointés choisis hors de son sein.
A l'exception des clauses dites de double signature, les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation pour les besoins de la gestion journalière ne seront pas opposables aux tiers, même si elles sont publiées.
De la même manière, le ou les délégués à la gestion journalière peuvent conférer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, mais dans les limites de la gestion journalière.
20.2 Le(s) délégué(s) à la gestion journalière doit(vent) remplir les conditions d'honorabilité, d'expertise et d'expérience prévues par l'article 39 de la loi du 3 août 2012 et ne peuvent tomber sous l'application des cas d'interdiction visés à l'article 40 de la loi du 3 août 2012. »
17. Insérer un nouvel Article 21 intitulé « Organisation interne et qualité » et libellé comme suit :
« 21.1 La direction effective de la société doit être confiée à au moins deux personnes physiques ou sociétés privées à responsabilité limitée unipersonnelles avec, comme représentant permanent au sens de l'article 61, § 2, du Code des sociétés, l'associé et gérant unique de la société privée à responsabilité limitée unipersonnelle concernée.
21.2 Les membres de la direction effective au sens précité et les représentants permanents des sociétés privées à responsabilité limitée unipersonnelles visés aux alinéas précédents, doivent remplir les conditions d'honorabilité, d'expertise, et d'expérience prévues par l'article 39 de la loi du 3 août 2012 et ne peuvent tomber sous l'application des cas d'interdiction visés à l'article 40 de la loi du 3 août 2012.
21.3 La société est organisée conformément à l'article 41 de la loi du 3 août 2012. »
18. Renuméroter les articles 23 à 45, qui deviennent les articles 22 à 44.

19. Article 22 (ancien article 23) : Représentation de la société : remplacer le texte de cet article par le texte suivant :

« 22.1. La société est valablement représentée dans tous les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un notaire et en justice, par :

- soit deux administrateurs agissant conjointement,

- soit, dans les limites de la gestion journalière, par un délégué à cette gestion.

22.2. La société est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux de la société dans les limites de leur mandat.

22.3. Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires et des réunions du conseil d'administration à produire en justice ou ailleurs, et notamment tout extrait à publier aux annexes du Moniteur Belge sont valablement signés par un administrateur, par une personne chargée de la gestion journalière ou par une personne expressément autorisée par le conseil.

22.4. Conformément à l'article 9, § 2 de l'arrêté royal du 7 décembre 2010, dans tout acte de disposition portant sur un bien immobilier au sens de l'article 2, 20° de cet arrêté, la société est représentée par deux administrateurs au moins, agissant conjointement.

Cette règle n'est toutefois pas applicable en cas de transaction portant sur un bien d'une valeur inférieure au montant le plus faible entre 1% de l'actif consolidé de la société et 2.500.000 euros.

Le pouvoir de représentation visé à l'alinéa 1^{er} peut faire l'objet d'une procuration spéciale, pour autant que les conditions suivantes soient remplies de manière cumulative :

- le conseil d'administration exerce un contrôle effectif sur les actes/documents signés par le ou les mandataires spéciaux et met, à cet effet, en place une procédure interne portant aussi bien sur le contenu du contrôle que sur sa périodicité ;

- la procuration ne peut porter que sur une transaction bien précise ou sur un groupe de transactions bien délimité (le fait que la transaction ou le groupe de transactions soit "déterminable" ne suffit pas). Les procurations générales ne sont pas admises ;

- les limites pertinentes (en termes de montants par exemple) doivent être indiquées dans la procuration même et la procuration doit être limitée dans le temps, en ce sens qu'elle ne sera valable que durant la période nécessaire pour finaliser la transaction. »

20. Article 23 (ancien article 24) : Prévention des conflits d'intérêt : remplacer, au paragraphe 23.1 (ancien 24.1), les termes « à l'article 40, § 4 de la loi du 20 juillet 2004 » par les termes « à l'article 41, § 7 de la loi du 3 août 2012 », supprimer, au paragraphe 23.2 (ancien 24.2), deuxième et troisième tirets, les termes « le gérant, » et, au même paragraphe, sixième tiret, le terme « gérants, » et remplacer, au paragraphe 23.6 (ancien 24.6), les termes « le gérant doit » par « les administrateurs doivent ».

21. Article 24 (ancien article 25) : Contrôle : remplacer, au paragraphe 24.1 (ancien 25.1), alinéa 4, les termes « aux articles 83 et 88 de la loi du 20 juillet 2004 » par les termes « aux articles 101 et 106 de la loi du 3 août 2012 », au paragraphe 24.2 (ancien 25.2), les termes « à l'article 83, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 2004 » par les termes « à l'article 101, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 3 août 2012 » et, au paragraphe 24.3 (ancien 25.3), les termes « conformément à l'article 80 de la loi du 20 juillet 2004 » par les termes « conformément à l'article 96 de la loi du 3 août 2012 ».

22. Remplacer le texte du Titre Cinq par le texte suivant : « Assemblées générales des actionnaires ».

23. Article 25 (ancien article 26) : Composition – Pouvoirs : supprimer les termes « du ou des associé(s) commandité(s) et ».

24. Article 26 (ancien article 27) : Réunions : remplacer, au paragraphe 26.1 (ancien 27.1), les termes « le dernier mercredi du mois d'avril, à 10 heures 30 » par les termes « le dernier mardi du mois d'avril, à 10 heures 30 » et les termes « au gérant » par les termes « aux administrateurs ».

25. Article 27 (ancien article 26) : Convocations et informations : remplacer les termes « gérant, de l'associé commandité » par les termes « conseil d'administration ».
26. Article 28 (ancien article 29) : Admission à l'assemblée : supprimer le paragraphe 28.1 (ancien 29.1) et renommer en conséquence les paragraphes 28.2 (ancien 29.2) et 28.3 (ancien 29.3), qui deviennent les paragraphes 28.1 et 28.2.
27. Article 30 (ancien article 31) : Bureau : remplacer le texte de l'article par le texte suivant : « Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et en cas d'empêchement de celui-ci, par un administrateur désigné par ses collègues ou par un membre de l'assemblée générale désigné par celle-ci.
- Le président désigne le secrétaire.
- Le président choisit deux scrutateurs parmi les actionnaires. »
28. Article 33 (ancien article 34) : Délibérations de l'assemblée générale : remplacer le texte de l'article par le texte suivant :
- « 33.1. Aucune assemblée ne peut délibérer sur des objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour, sauf si tous les actionnaires sont présents et marquent leur accord à l'unanimité de délibérer sur de nouveaux points.
- 33.2. Tout projet de modification des statuts doit être préalablement soumis à la FSMA, conformément à l'article 8 de l'arrêté royal du 7 décembre 2010.
- 33.3. Sauf dans les cas prévus par la loi ou les statuts, toute décision est prise, quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée, à la majorité des voix. »
29. Article 34 (ancien article 35) : Procès-verbaux : remplacer le texte de l'article par le texte suivant :
- « 34.1. Les procès-verbaux des assemblées générales mentionnent pour chaque décision, le nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés, la proportion du capital social représentée par ces votes, le nombre total de votes valablement exprimés, le nombre de votes exprimés pour et contre chaque décision et, le cas échéant, le nombre d'abstentions.
- 34.2. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.
- 34.3. Les informations visées à l'article 34.1 sont rendues publiques par la société sur son site internet dans les quinze jours qui suivent l'assemblée générale.
- 34.4. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur, par une personne chargée de la gestion journalière ou par une personne expressément autorisée par le conseil. »
30. Article 37 (ancien article 38) : Tenue de l'assemblée générale – Procès-verbaux : remplacer les termes « le gérant » par les termes « un administrateur, par une personne chargée de la gestion journalière ou par une personne expressément autorisée par le conseil ».
31. Article 39 (ancien article 40) : Ecritures sociales : supprimer, au paragraphe 39.3, les termes « la rémunération du gérant et les frais visés à l'article 21 des statuts, ».
32. Article 40 (ancien article 41) : Distribution : remplacer, au paragraphe 40.1 (ancien 41.1), les termes « à l'article 20, § 4, de la loi du 20 juillet 2004 » par les termes « à l'article 21, § 4, de la loi du 3 août 2012 » et compléter l'article par un nouveau paragraphe 40.6 et libellé comme suit :
- « Les dividendes de titres nominatifs et tantièmes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits. »
33. Article 41 (ancien article 42) : Dispositions relatives aux actionnaires à prélèvement : remplacer, au paragraphe 41.1, le terme « associés » par le terme « actionnaires ».
34. Article 42 (ancien article 43) : Acomptes sur dividendes : supprimer le paragraphe 42.2 et supprimer par conséquent la numérotation du paragraphe 42.1.
35. Adapter le titre de l'ancien article 44 comme suit : Article 43 : Mise à disposition des rapports.
36. Article 44 (ancien article 45) : Dissolution : remplacer le texte de cet article par le texte suivant :
- « 44.1. En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation est effectuée par les soins du ou des liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Le(s) liquidateur(s) n'entre(nt) en fonction qu'après confirmation, par le tribunal de commerce, de leur/sa nomination. A défaut de nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, les

Handwritten signatures in blue ink, likely belonging to the members of the board of directors or management, are placed here.

administrateurs en fonction à ce moment, agissant en collège, seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

- 44.2. *La société est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation.*
- 44.3 *Sous réserve de dispositions contraires dans l'acte de nomination, les personnes chargées de la liquidation disposent des pouvoirs les plus larges à cette fin conférés par le Code des sociétés.*
- 44.4 *L'assemblée générale des actionnaires détermine le mode de liquidation et, le cas échéant, les émoluments du ou des liquidateurs.*
- 44.5 *La liquidation de la société est clôturée conformément aux dispositions du Code des sociétés.*
- 44.6 *Sauf en cas de fusion, l'actif net de la société est, après apurement de tout le passif ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, affecté par priorité au remboursement du montant libéré des actions de capital et le solde éventuel est reparti également entre tous les actionnaires de la société, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent. »*
37. *Supprimer l'article 46 et renommer en conséquence les articles 47 à 50, qui deviennent les articles 45 à 48.*
38. *Article 45 (ancien article 47) : Election de domicile : supprimer les termes « associé commandité, » et remplacer le terme « gérant » par les termes « administrateur, membre du comité de direction ».*
39. *Article 46 (ancien article 48) : Compétence judiciaire : supprimer les termes « son ou ses associé(s) commandité(s) » et remplacer le terme « gérant » par les termes « administrateurs, membres du comité de direction ».*
40. *Article 47 (ancien article 49) : Droit commun : remplacer, au paragraphe 47.1 (ancien 49.1), alinéa 1, les termes « la loi du 20 juillet 2004 » par les termes « la loi du 3 août 2012 » et remplacer le texte du paragraphe 47.2 (ancien 49.2) par le texte suivant : « Il est précisé, conformément aux articles 21, § 4 et 101, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 3 août 2012, que les articles 111, 141, 2°, 439, 440, 448, 477 et 616 du Code des sociétés ne s'appliquent pas ».*
41. *Renuméroter l'article 51, qui devient l'Article 49 : Disposition transitoire et remplacer le texte de cet article par le texte suivant : « Les modifications apportées aux statuts en ce qui concerne les références à la loi du 3 août 2012 entrent en vigueur à compter de l'entrée en vigueur des dispositions concernées, telle que prévue par cette loi ».*
42. *Remplacer, aux articles 2, 4, 5, 8, 9, 11, 11bis, 12, 31, 36, 38, 39, 40, 42 et 48 ainsi modifiés, le terme « gérant » par les termes « conseil d'administration ».*
43. *Adapter, dans les articles 4, 6, 8, 10, 11, 12 et 23 ainsi modifiés, les références faites aux autres articles des statuts en fonction de la nouvelle numérotation.*

Le gérant statutaire vous invite à adopter ces propositions de modification aux statuts.



5. Nomination d'administrateurs

Proposition de décision

- a) Proposition de nommer la société privée à responsabilité limitée ARCADE CONSULT, ayant son siège social à 1950 Kraainem, avenue des Tarins 43, RPM Bruxelles 0476.027.597, représentée par son représentant permanent, Monsieur SOUGNE André, domicilié à 1950 Kraainem, avenue des Tarins 43 en tant qu'administrateur indépendant. Son mandat viendra à échéance à la date d'échéance fixée pour son mandat actuel d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2013.
Monsieur SOUGNE répond aux critères d'indépendance fixés par l'article 526ter du Code des sociétés.
- b) Proposition de nommer Monsieur DELPIRE Hugues, domicilié à 1400 Nivelles, allée Pré au Lait 23, en tant qu'administrateur indépendant. Son mandat viendra à échéance à la date d'échéance fixée pour son mandat actuel d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015.
Monsieur DELPIRE répond aux critères d'indépendance fixés par l'article 526ter du Code des sociétés.
- c) Proposition de nommer la société privée à responsabilité limitée ETIENNE DEWULF, ayant son siège social à 1050 Ixelles, avenue Général De Gaulle 60, boîte 10, RPM Bruxelles 0875.784.690, représentée par son représentant permanent, Monsieur DEWULF Etienne, domicilié à 1970 Wezembeek-Oppem, rue du Ruisseau 10, en tant qu'administrateur indépendant. Son mandat viendra à échéance à la date d'échéance fixée pour son mandat actuel d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015. Monsieur DEWULF répond aux critères d'indépendance fixés par l'article 526ter du Code des sociétés.
- d) Proposition de nommer la société privée à responsabilité limitée ROUDE, ayant son siège social à 1853 Strombeek-Bever, Nieuwelaan 30, RPM Bruxelles 0860.245.488, représentée par son représentant permanent, Monsieur ROUSSEAUX Jacques, domicilié à 1853 Strombeek-Bever, Nieuwelaan 30, en tant qu'administrateur indépendant. Son mandat viendra à échéance à la date d'échéance fixée pour son mandat actuel d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2013.
Monsieur ROUSSEAUX répond aux critères d'indépendance fixés par l'article 526ter du Code des sociétés.
- e) Proposition de nommer la société privée à responsabilité limitée MarcVH-Consult, ayant son siège social à 9340 Lede, Bellaertstraat 53, RPM Dendermonde 0500.908.394, représentée par son représentant permanent, Monsieur VAN HEDDEGHEM Marcus, domicilié à 9340 Lede, Bellaertstraat 53, en tant qu'administrateur indépendant. Son mandat viendra à échéance à la date d'échéance fixée pour le mandat actuel de Monsieur VAN HEDDEGHEM en qualité d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2014. Monsieur VAN HEDDEGHEM répond aux critères d'indépendance fixés par l'article 526ter du Code des sociétés.
- f) Proposition de nommer la société privée à responsabilité limitée A. DEVOS, ayant son siège social à 1150 Woluwé-Saint-Pierre, avenue de l'Horizon 32, RPM Bruxelles 0859.679.227, représentée par son représentant permanent, Monsieur DEVOS Alain, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre (1150 Bruxelles), avenue de l'Horizon 32, en tant qu'administrateur. Son mandat prendra fin à la date d'échéance fixée pour le mandat actuel de Monsieur DEVOS en qualité d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015.
- g) Proposition de nommer la société privée à responsabilité limitée unipersonnelle BDB Management, ayant son siège social à 1140 Bruxelles, rue Colonel Bourg 127/129, RPM Bruxelles 0500.880.977, représentée par son représentant permanent,

Monsieur DE BLIECK Benoît, domicilié à 8300 Knokke, Zeedijk-Het Zoute 773/51, en tant qu'administrateur. Son mandat prendra fin à la date d'échéance fixée pour le mandat actuel de Monsieur DE BLIECK en qualité d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015.

- h) Proposition de nommer Monsieur GODTS Benoît, domicilié à 1970 Wezembeek Oppem, rue Gergel 49, en tant qu'administrateur. Son mandat prendra fin à la date d'échéance fixée pour son mandat actuel d'administrateur de la société anonyme BEFIMMO (gérant personne morale de la Société, avant sa transformation), soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015.

Ces mandats seront rémunérés, et ces rémunérations seront équivalentes à celles reçues, selon le cas, par ces personnes ou par leur représentant permanent dans le cadre des mandats d'administrateurs exercés dans la société anonyme BEFIMMO, en sa qualité de gérant personne morale de la Société, avant sa transformation.

Ces nominations sont proposées sous réserve de l'approbation de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

Le gérant statutaire vous invite à adopter cette proposition.

6. Pouvoirs à conférer pour l'exécution des résolutions prises

Proposition de conférer :

- au conseil d'administration, tous les pouvoirs pour l'exécution des résolutions qui précèdent, avec faculté de subdélégation ;
- au notaire qui recevra l'acte, tous pouvoirs aux fins d'assurer la coordination des statuts suite aux décisions prises, et ce, tant en français qu'en néerlandais.

Le gérant statutaire vous invite à adopter cette proposition.

II. Convocations.

Les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article 533 du Code des sociétés par des annonces insérées dans :

- le Moniteur belge du 31 octobre 2012 ;
- les journaux "L'Echo" et "De Tijd" du 2 novembre 2012.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs.

Les actionnaires en nom, les administrateurs et le commissaire ont en outre été convoqués par lettre leur adressée le 31 octobre 2012, lettre dont une copie est déposée sur le bureau.

La présente Société n'a émis ni titres sans droit de vote, ni titres non représentatifs du capital, ni droits de souscription sous quelque forme que ce soit. L'ordre du jour de la présente assemblée ne concernant pas les droits des obligataires, ceux-ci ne devaient pas être convoqués à la présente assemblée.

III. Admission à l'assemblée.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés à l'article 29 des statuts, relatif aux formalités d'admission aux assemblées.

IV. Quorum.

Pour pouvoir délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour, l'assemblée doit réunir la moitié du capital.

Il résulte de la liste de présence annexée au présent procès-verbal que sur les dix-huit millions sept cent soixante-neuf mille trois cent quarante et une (18.769.341) actions représentant l'entièreté du capital, la présente assemblée en représente 2.711.494, soit moins de la moitié et que l'associé commandité, la société anonyme BEFIMMO, est représenté comme dit ci-dessus.

En conséquence, le Président constate que la présente assemblée ne peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Il annonce qu'une seconde assemblée est convoquée avec le même ordre du jour, pour le vingt décembre deux mille douze, à dix heures, au siège social.

BEFIMMO

Openbare Vastgoedbeleggingsvennootschap met Vast Kapitaal naar Belgisch recht (VASTGOEDBEVAK) bestaande onder de vorm van commanditaire vennootschap op aandelen

Vennootschap die een openbaar beroep doet op het spaarwezen

Te Oudergem (1160 Brussel), Waversesteenweg 1945

Gerechtelijk arrondissement Brussel

Rechtspersonenregister 0455.835.167

BTW BE 455.835.167

BUITENGEWONE ALGEMENE VERGADERING VERGADERING NIET IN GETAL

HET JAAR TWEEDUIZEND EN TWAALF.

Op vier december

Te zetel.

Wordt gehouden de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van de vennootschap BEFIMMO, openbare vastgoedbeleggingsvennootschap met vast kapitaal naar Belgisch recht (VASTGOEDBEVAK) bestaande onder de vorm van een commanditaire vennootschap op aandelen, met zetel te Oudergem (1160 Brussel), Waversesteenweg 1945, RPR Brussel 0455.835.167.

-* Bureau *

De vergadering wordt geopend om 10.00 uur,
onder het voorzitterschap van Befimmo NV, statutaire zaakvoerder van de Vennootschap, met zetel Saint-Josse-ten-Noode (1210 Brussel), Sint-Lazaruslaan, 4-10, R.P.M. Brussel 0444.052.241, vertegenwoordigd door de heer Alain Devos, wonende te 1150 Brussel (Sint-Pieters-Woluwe) Horizonlaan 32, Voorzitter van de raad van bestuur van Befimmo NV.

De Voorzitter stelt als secretaris aan Mevrouw Aminata Kaké, wonende te 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Batticelaan 30/4.

De vergadering kiest als stemopnemers de heer Benoît De Blieck, aandeelhouder, wonende te 8300 Knokke, Zeedijk-Het Zoute 773/51 en Mevrouw Emilie Delacroix, wonende te 1170 Brussel, Watermaal-Bosvoorde, Epiceastraat 33 (bij afwezigheid van een tweede aandeelhouder).

-* Samenstelling van de vergadering *

Zijn op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd de aandeelhouders wiens identiteit evenals het aantal effecten die zij bezitten, vermeld zijn op de hier aangehechte aanwezigheidslijst, dewelke door al de aanwezige aandeelhouders en volmachtdragers, de leden van het bureau en de notaris werd ondertekend.

De daarin vermelde onderhandse volmachten,

31 (heugenenderdig)

in getal, zullen hier aangehecht blijven.

-* Uiteenzetting van de voorzitter *

De Voorzitter zet uiteen:

I. Agenda.

Dat huidige vergadering als agenda heeft :

(Handtekeningen)

1. Bepalingen betreffende de controlewijzigingen

Voorstel van besluit.

Voorstel om de bepalingen van artikel 7.2. van de overeenkomst getiteld Revolving Facility Agreement, die op 26 september 2012 tussen de Vennootschap en Royal Bank of Scotland plc (RBS) werd afgesloten, overeenkomstig artikel 556 van het Wetboek van vennootschappen goed te keuren en, voor zover nodig, te bekrachtigen.

Op grond van de bepalingen van dit artikel, bij wijziging van de controle op de Vennootschap of de beëindiging van het mandaat van de statutaire zaakvoerder als enig zaakvoerder van de Vennootschap (behalve naar aanleiding van de omvorming van Befimmo CommVA tot naamloze vennootschap), gebeurtenissen waarvan de Vennootschap de bank onmiddellijk op de hoogte zou moeten brengen, indien RBS (wegen redelijke gronden die aan de Vennootschap werden meegedeeld) bepaalde dat deze wijziging een aanzienlijk negatief gevolg kan hebben op de overeenkomst, zou RBS opnames op de kredietlijn kunnen weigeren (behalve voor een roll-over-krediet) en, met een opzeggingstermijn van tien werkdagen, kunnen vragen om een einde te maken aan de overeenkomst en de betaling van alle verschuldigde bedragen eisen (hoofdsommen, interessen en kosten).

De termen "controle" en "die in onderling overleg handelen" hebben de betekenis voorzien in artikelen 5 en volgende en 606 van het Wetboek van vennootschappen.

De statutaire zaakvoerder nodigt u uit dit voorstelgoed te keuren.

2. Verslagen

- A. Bijzonder verslag van de zaakvoerder over het voorstel van omzetting van de Vennootschap in een naamloze vennootschap. Bij dit verslag is een samenvattende staat van activa en passiva van de Vennootschap vastgesteld op 30 september 2012 en een ontwerp van de nieuwe statuten van de Vennootschap gevoegd.
- B. Bijzonder verslag van de zaakvoerder over het voorstel van wijziging van het maatschappelijk doel van de Vennootschap. Bij dit verslag is ook een samenvattende staat van activa en passiva van de Vennootschap vastgesteld op 30 september 2012 gevoegd.
- C. Verslagen van de commissaris over deze staat.

3. Omzetting van de Vennootschap

Voorstel van besluit

Voorstel om de Vennootschap in een naamloze vennootschap om te zetten.

De statutaire zaakvoerder nodigt u uit dit voorstel goed te keuren.

4. Aanneming van de statuten van de Vennootschap onder haar nieuwe vorm

Voorstel van besluit

Voorstel om de statuten van de Vennootschap onder haar nieuwe vorm aan te nemen, zoals deze op de site www.befimmo.be bekendgemaakt zijn, en waarvan de kenmerken – het toegestane kapitaal inbegrepen – letterlijk gelijk aan de bestaande statuten van de Vennootschap zijn, behalve voor hetgeen volgt:

1. Artikel 1: Aard – Benaming: de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:

"De vennootschap heeft de rechtsvorm van een naamloze vennootschap.

Haar maatschappelijke benaming is « BEFIMMO ».

De vennootschap is een openbare instelling voor collectieve belegging met een vast aantal rechten van deelneming onderworpen aan de regelgeving betreffende openbare beleggingsvennootschappen met vast kapitaal naar Belgisch recht genaamd « openbare VASTGOEDBEVAKs naar Belgisch recht », bedoeld door de artikelen 20 en 21 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles (hierna: de « wet van 3 augustus 2012 »).

De maatschappelijke benaming « BEFIMMO » en alle documenten die van haar uitgaan, bevatten de vermelding « Openbare vastgoedbeleggingsvennootschap met vast kapitaal naar Belgisch recht » of « openbare VASTGOEDBEVAK naar Belgisch recht » en moeten onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd worden door deze woorden.

De vennootschap kiest voor de categorie van toegelaten beleggingen voorzien in artikel 7, alinea 1, 5° (vastgoed) van de wet van 3 augustus 2012.

De vennootschap wordt beheerst door het koninklijk besluit van 7 december 2010 met betrekking tot vastgoedbevaks (hierna : het « koninklijk besluit van 7 december 2010 ») en de koninklijke uitvoeringsbesluiten die van toepassing zijn op « Belgische beleggingsinstellingen die investeren in vastgoed ».

De vennootschap is een vennootschap die een openbaar beroep doet op het spaarwezen in de zin van artikel 438 van het Wetboek Vennootschappen.”

2. *Artikel 2 af te schaffen en bijgevolg, de artikelen 3 tot 15 te hernoemen, die artikelen 2 tot 14 worden.*
3. *Artikel 3 (vorig artikel 4): Duur: de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:*
 - “3.1. *De vennootschap werd opgericht voor onbepaalde duur bij akte van 30 augustus 1995.*
 - 3.2. *Zonder afbreuk te doen aan de oorzaken van ontbinding voorzien bij de wet of het koninklijk besluit van 7 december 2010, kan de vennootschap ontbonden worden door de algemene vergadering van aandeelhouders met de meerderheden vereist voor een statutenwijziging en overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van de statuten.”*
4. *Artikel 4 (vorig artikel 5): Doel: in het eerste lid, in fine, de woorden “wet van 20 juli 2004” door de woorden “wet van 3 augustus 2012” te vervangen, in de tweede lid, vijfde en zesde streepjes, de woorden “in artikel 129 van de wet van 20 juli 2004” door de woorden “in artikel 149 van de wet van 3 augustus 2012” te vervangen, in het tweede lid, negende streepje, de woorden “door de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 20 juli 2004 en” door de woorden “door de koninklijke uitvoeringsbesluiten” te vervangen; in het tweede lid, tweede streepje, de woorden “met stemrecht” tussen de woorden “de aandelen of effecten” en de woorden “uitgegeven door vastgoedvennootschappen” toe te voegen, en de tekst van het laatste lid door de volgende tekst te vervangen: “Het artikel 559 van het Wetboek van Vennootschappen is van toepassing krachtens artikel 21, § 4 van de wet van 3 augustus 2012”.*
5. *Artikel 5 (vorig artikel 6): Verdelingsregels van de beleggingen: een nieuw lid 5.4 toe te voegen, opgesteld als volgt:*

“De vennootschap mag, als hoofdactiviteit, het in leasing geven van één of meer onroerende goederen met aankoopoptie uitoefenen, indien die onroerende goederen voor doeleinden van algemeen belang bestemd zijn, met inbegrip van sociale huisvesting en onderwijs.”

En bijgevolg de ledenvan 5.4. (vorige 6.4) en 5.5. (vorige 6.5) te hernoemen, die de ledenvan 5.5 en 5.6 worden.
6. *Artikel 11 (vorig artikel 12) : Kapitaalverhoging door inbreng in natura – Herstructurering: in de Franse versie van de statuten, in het lid 11.5 (vorige 12.5), het woord “mutandis” na het woord “mutatis” verplaatsen*
7. *Artikel 13 (vorig artikel 14): Aard en vorm: het lid 13.4 (vorige 14.4) af te schaffen en als gevolg de ledenvan 13.5 (vorige 14.5) tot 13.7 (vorige 14.7) te hernoemen, deze worden de ledenvan 13.4 tot 13.6, en in het lid 13.4 (vorige 14.5) het woord “zaakvoerder” door de woorden “raad van bestuur of de persoon hiertoe gemanageerd door de raad van bestuur” te vervangen.*
8. *De tekst van het Titel Vier door de volgende tekst: “Bestuur – Controle” te vervangen.*
9. *De titel van vorig artikel 15 aan te passen als volgt: Artikel 14: Samenstelling van de raad van bestuur en de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:*
 - “14.1. *De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur, die zodanig samengesteld is om een autonoom beheer te garanderen dat in het uitsluitend belang van de aandeelhouders van de vennootschap is.*
 - 14.2. *De raad is samengesteld uit ten minste drie bestuurders, al dan niet aandeelhouders, die voor maximum vier jaar worden benoemd door de algemene vergadering en te alle tijde door deze laatste kunnen worden herroepen. De raad telt ten minste drie onafhankelijke bestuurders in de zin van artikel 526ter van het*

Wetboek van Vennootschappen.

- 14.3. *De raad van bestuur kiest een voorzitter onder zijn leden.*
- 14.4. *De bestuurders zijn herbenoembaar.*
- 14.5. *Het mandaat van de bestuurders is bezoldigd.*
- 14.6. *Wanneer een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd, dan zal deze rechtspersoon bij zijn benoeming een vaste vertegenwoordiger aanduiden. Dit mandaat van vaste vertegenwoordiger wordt hem toegekend voor de duur van het mandaat van de rechtspersoon die hij vertegenwoordigt; het moet worden vernieuwd bij elke verlenging van het mandaat van deze rechtspersoon.*
Wanneer de rechtspersoon zijn vertegenwoordiger herroeft, dient hij, onverwijd, deze herroeping per aangetekende brief te melden aan de vennootschap en dient hij onder dezelfde voorwaarden een nieuwe vaste vertegenwoordiger aan te duiden; hetzelfde geldt in geval van overlijden of ontslag van de vaste vertegenwoordiger.
- 14.7. *Wanneer één of meerdere mandaten van bestuurder vrijkommen, hebben de resterende bestuurders het recht deze voorlopig in te vullen tot de volgende algemene vergadering die zal overgaan tot de definitieve verkiezing.*
- 14.8. *De leden van de raad van bestuur of hun vaste vertegenwoordiger moeten voldoen aan de vereisten van professionele betrouwbaarheid, deskundigheid en ervaring voorzien in artikel 39 van de wet van 3 augustus 2012 en mogen niet onder de in artikel 40 van de wet van 3 augustus 2012 bedoelde verbodsbeperkingen vallen.*
- 14.9. *De raad van bestuur kan één of meer waarnemers aanstellen die de vergaderingen van de raad geheel of gedeeltelijk kunnen bijwonen, volgens de voorwaarden vast te leggen door de raad.”*
10. *Artikelen 16 tot 21 af te schaffen en artikel 22 te hernummeren, dat artikel 15 wordt.*
11. *De titel van vorig artikel 22 als volgt aan te passen: Artikel 15: Bevoegdheden van de raad van bestuur en de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:*
“15.1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te stellen die noodzakelijk of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de vennootschap, met uitzondering van deze die de wet of de statuten aan de algemene vergadering voorbehoudt.
- 15.2. *De raad van bestuur stelt het halfjaarlijkse verslag op als bedoeld in artikel 88, § 1, van de wet van 3 augustus 2012 en de ontwerpen van jaarverslagen en prospectus, in overeenstemming met de artikelen 56 tot 60 van de wet van 3 augustus 2012.*
De raad van bestuur wijst een of meer onafhankelijke vastgoeddeskundigen aan belast met de waardering van de onroerende goederen van de vennootschap en haar dochtervennootschappen, in overeenstemming met artikel 6 van het koninklijk besluit van 7 december 2010.
De raad van bestuur wijst aan en herroeft de kredietinstelling belast met de financiële dienst van de vennootschap. De identiteit van deze kredietinstelling wordt in het financieel jaarverslag vermeld.
- 15.3. *De raad van bestuur kan aan elke gevormde volmacht alle speciale volmachten verlenen, beperkt tot bepaalde handelingen of tot een reeks welbepaalde handelingen, met uitzondering van de bevoegdheden die aan de raad zijn voorbehouden door het Wetboek van Vennootschappen en de wet van 3 augustus 2012, evenals hun uitvoeringsbesluiten.*
- 15.4. *De raad van bestuur kan de vergoeding van deze gevormde(n) vaststellen, die geboekt wordt bij de werkingskosten van de vennootschap.*
De raad van bestuur kan deze gevormde(n) te allen tijde herroepen.”
12. *Een nieuw Artikel 16 genoemd “Beraadslaging van de Raad van bestuur”, opgesteld als volgt, toe te voegen:*
“16.1 De vergaderingen van de raad van bestuur worden in België of in het buitenland gehouden, op de plaats aangegeven in de oproepingen. De persoon die de

- vergadering voorzit kan de secretaris van de vergadering aanwijzen, al dan niet bestuurder.
- 16.2 De raad van bestuur komt bijeen op uitnodiging van de voorzitter of van twee bestuurders, overgemaakt ten minste 24 uur voor de vergadering.
- 16.3 Elke belette bestuurder kan, schriftelijk, of met ieder ander (tele)communicatiemiddel met materiële informatiedrager, volmacht geven aan een ander lid van de raad om hem op een bepaalde vergadering te vertegenwoordigen. Een bestuurder kan meerdere collega's vertegenwoordigen en, naast zijn eigen stem, evenveel stemmen uitbrengen als hij volmachten ontvangen heeft.
- 16.4 Behalve in geval van overmacht, kan de raad van bestuur enkel geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Als niet voldaan wordt aan deze laatste voorwaarde moet een nieuwe vergadering bijeengeroepen worden, die, mits ten minste drie bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd zijn, geldig zal beraadslagen en beslissen over de onderwerpen van de agenda van de vorige vergadering.
- 16.5 Elk besluit van de raad wordt met volstrekte meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders genomen, en in geval van onthouding van één of meerdere onder hen, met de meerderheid van de andere bestuurders. In geval van staking der stemmen, zal de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend zijn.
- 16.6 In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap het vereisen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij schriftelijk akkoord van de bestuurders. Deze procedure kan echter niet gevuld worden voor de vaststelling van de jaarrekening en, in voorkomend geval, voor de aanwending van het toegestane kapitaal.
Besluiten moeten worden genomen met eenparig akkoord van de bestuurders. De ondertekening ervan gebeurt op een enkel document of op meerdere kopieën ervan.
Deze besluiten zullen dezelfde geldigheid hebben alsof ze genomen werden tijdens een naar behoren bijeengeroepen en gehouden vergadering van de raad van bestuur, en vermelden de datum van de laatst door de bestuurders aangebrachte handtekening op de bovengenoemde document(en).
13. Een nieuw Artikel 17 genoemd "Notulen van de raad van bestuur", opgesteld als volgt, toe te voegen:
"De beslissingen van de raad van bestuur worden vastgesteld door notulen, ondertekend door ten minste twee bestuurders net als door alle bestuurders die dit wensen."
14. Een nieuw Artikel 18 genoemd "Adviescomités en gespecialiseerde comités", opgesteld als volgt, toe te voegen:
- 18.1. De raad van bestuur kan een of meer comités oprichten waarvan de leden in of uit zijn midden gekozen kunnen worden.
- 18.2. Hij stelt ten minste een auditcomité, een benoemingscomité en een vergoedingscomité samen (het benoemingscomité en het vergoedingscomité kunnen gecombineerd worden) waarvan hij de opdracht, de bevoegdheden en de samenstelling vastlegt in overeenstemming met de wettelijke bepalingen."
15. Een nieuw Artikel 19 genoemd "Directiecomité", opgesteld als volgt, toe te voegen:
19.1 De raad van bestuur kan zijn bestuursbevoegdheden overdragen aan een directiecomité, samengesteld in of uit zijn midden, zonder dat deze overdracht betrekking kan hebben op het algemeen beleid van de vennootschap of op het geheel van handelingen door de wet of de statuten voorbehouden aan de raad van bestuur.
- 19.2 De raad van bestuur bepaalt de bevoegdheden, volmachten, vaste of variabele bezoldigingen, door afneming op de algemene kosten, van de hiervoor aangewezen personen; hij herroeft ze zo nodig.
- 19.3 De leden van het directiecomité moeten voldoen aan de vereisten van professionele betrouwbaarheid, deskundigheid en ervaring voorzien in artikel 39

van de wet van 3 augustus 2012 en mogen niet onder de in artikel 40 van de wet van 3 augustus 2012 bedoelde verbobsbepalingen vallen.”

16. Een nieuw Artikel 20 genoemd “Dagelijks bestuur”, opgesteld als volgt, toe te voegen:

“20.1 De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap net als zijn vertegenwoordiging binnen het kader van dit bestuur overdragen, ofwel aan één of meerdere van zijn leden, die al dan niet de titel van gedelegeerd bestuurder zullen dragen, of aan één of meerdere bezoldigde gevormachtigden buiten zijn midden gekozen.

Met uitzondering van de zogenaamde clausules van dubbele handtekening, zullen de beperkingen op hun vertegenwoordigingsbevoegdheden voor het dagelijks bestuur niet ingeroepen kunnen worden tegen derden, zelfs als ze gepubliceerd worden.

Op dezelfde wijze kan (kunnen) de afgevaardigde(n) voor het dagelijkse bestuur speciale volmachten verlenen aan elke gevormachtigde, maar binnen de grenzen van het dagelijks bestuur.

20.2 De afgevaardigde(n) voor het dagelijks bestuur moet(en) voldoen aan de vereisten van professionele betrouwbaarheid, deskundigheid en ervaring voorzien in artikel 39 van de wet van 3 augustus 2012 en mogen niet onder de in artikel 40 van de wet van 3 augustus 2012 bedoelde verbobsbepalingen vallen.”

17. Een nieuw Artikel 21 genoemd “Interne organisatie en kwaliteit”, opgesteld als volgt, toe te voegen:

“21.1 De effectieve leiding van de vennootschap moet worden toevertrouwd aan ten minste twee natuurlijke personen of eenhoofdige besloten vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, met als vaste vertegenwoordiger in de zin van artikel 61, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen, de enige vennoot en zaakvoerder van de betrokken eenhoofdige besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

21.2 De leden van de effectieve leiding in de hiervoor bedoelde zin en de vaste vertegenwoordigers van de eenhoofdige besloten vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid bedoeld in voorgaande alinea's moeten voldoen aan de vereisten van professionele betrouwbaarheid, deskundigheid en ervaring voorzien in artikel 39 van de wet van 3 augustus 2012 en mogen niet onder de in artikel 40 van de wet van 3 augustus 2012 bedoelde verbobsbepalingen vallen.

21.3 De vennootschap wordt georganiseerd overeenkomstig artikel 41 van de wet van 3 augustus 2012.”

18. De artikelen 23 tot 45 te hernummeren, die artikelen 22 tot 44 worden.

19. Artikel 22 (vorig artikel 23): Vertegenwoordiging van de vennootschap: de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:

“22.1. De vennootschap is geldig vertegenwoordigd in alle handelingen, met inbegrip van de handelingen waarbij een openbaar ambtenaar in tussenkomst of een notaris en in rechte, door:

- hetzij twee bestuurders die gezamenlijk handelen,
- hetzij, binnen de perken van het dagelijks bestuur, door een voor dit bestuur gevormachtigde.

22.2. De vennootschap is bovendien geldig vertegenwoordigd door bijzondere gevormachtigden van de vennootschap binnen de perken van hun mandaat.

22.3 Kopieën of uittreksels van de notulen van de algemene vergaderingen van aandeelhouders en vergaderingen van de raad van bestuur die in rechte of elders te overleggen zijn, en met name elk te publiceren uittreksel in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad zijn geldig ondertekend door een bestuurder, door een persoon belast met het dagelijks bestuur of door een persoon die uitdrukkelijk bevoegd werd door de raad.

22.4. Overeenkomstig artikel 9, § 2 van het koninklijk besluit van 7 december 2010, wordt de vennootschap voor elke daad van beschikking met betrekking tot vastgoed in de zin van artikel 2, 20° van dit besluit, vertegenwoordigd door ten minste twee bestuurders, die gezamenlijk optreden.



Deze regel is echter niet van toepassing in geval van een verrichting met betrekking tot een goed met een waarde lager dan het laagste bedrag tussen 1% van de geconsolideerde activa van de vennootschap en 2.500.000 euro.

De vertegenwoordigingsbevoegdheid bedoeld in alinea 1 kan het voorwerp zijn van een bijzondere volmacht, mits gezamenlijk voldaan werd aan de volgende voorwaarden:

- de raad van bestuur oefent een effectieve controle uit over de aktes/documenten ondertekend door de bijzondere volmachthouder(s) en stelt, hiertoe, een interne procedure op, zowel over de inhoud van de controle als over de periodiciteit ervan;
- de volmacht mag enkel betrekking hebben op een welbepaalde transactie of over een vast omlijnde groep van transacties (het feit dat de transactie of groep van transacties "bepaalbaar" kan worden is, is niet voldoende). Algemene volmachten zijn niet toegelaten;
- de relevante limieten (bijvoorbeeld wat betreft de prijs) moeten in de volmacht zelf worden aangeduid en de volmacht moet in tijd worden beperkt, in die zin dat de volmacht enkel geldig zal zijn gedurende de periode die nodig is om de verrichting af te handelen."

20. Artikel 23 (vorig artikel 24): Voorkoming van belangenconflicten: in het lid 23.1 (vorig 24.1), de woorden "artikel 40, § 4, van de wet van 20 juli 2004" door de woorden "artikel 41, § 7, van de wet van 3 augustus 2012" te vervangen; in het lid 23.2 (vorige 24.2) tweede en derde streepje, de woorden "de zaakvoerder," en in hetzelfde lid, zesde streepje, het woord "zaakvoerder" af te schaffen, en, in het lid 23.6 (vorige 24.6), de woorden "moet de zaakvoerder" door de woorden "moeten de bestuurders" te vervangen.
21. Artikel 24 (vorig artikel 25): Controle: in het lid 24.1 (vorige 25.1), alinea 4, de woorden "artikelen 83 en 88 van de wet van 20 juli 2004" door de woorden "artikelen 101 en 106 van de wet van 3 augustus 2012" te vervangen; in het lid 24.2 (vorig 25.2), de woorden "artikel 83, § 1, alinea 2 van de wet van 20 juli 2004" door de woorden "artikel 101, § 1, alinea 2 van de wet van 3 augustus 2012" te vervangen; en in het lid 24.3 (vorig 25.3), de woorden "Overeenkomstig het artikel 80 van de wet van 20 juli 2004" door de woorden "Overeenkomstig het artikel 96 van de wet van 3 augustus 2012" te vervangen.
22. De tekst van de Titel Vijf door de volgende tekst te vervangen: "Algemene vergaderingen van de aandeelhouders".
23. Artikel 25 (vorig artikel 26): Samenstelling – Machten: de woorden "uit een of meerdere beherende vennooten en" af te schaffen.
24. Artikel 26 (vorig artikel 27): Vergaderingen: in lid 26.1 (vorige 27.1), de woorden "de laatste woensdag van de maand april om 10 uur 30" door de woorden "de laatste dinsdag van de maand april om 10 uur 30" en de woorden "aan de zaakvoerder" door de woorden "aan de bestuurders" te vervangen.
25. Artikel 27 (vorig artikel 26): Bijeenroepingen en inlichtingen: de woorden "zaakvoerder, de beherende vennoot" door de woorden "raad van bestuur" te vervangen.
26. Artikel 28 (vorig artikel 29): Toelating tot de vergadering: het lid 28.1 (vorige 29.1) af te schaffen en bijgevolg de leden 28.2 (vorige 29.2) en 28.3 (vorige 29.3) te hernummeren, die de leden 28.1 en 28.2 worden.
27. Artikel 30 (vorig artikel 31): Bureau: de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:
"Elke algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur, en indien deze belet is, door een bestuurder door zijn collega's aangeduid of door een lid van de vergadering aangeduid door deze laatste.
De voorzitter duidt de secretaris aan.
De voorzitter kiest twee stemopnemers onder de aandeelhouders."
28. Artikel 33 (vorig artikel 34): Beraadslagingen van de algemene vergadering: de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:

- "33.1. Geen enkele vergadering mag beraadslagen over de onderwerpen die niet op de agenda voorkomen, behalve indien alle aandeelhouders aanwezig zijn en eenparig hun instemming verlenen om te beraadslagen over de nieuwe punten.
- 33.2. Elk ontwerp tot wijziging aan de statuten moet vooraf aan de FSMA voorgelegd worden, overeenkomstig het artikel 8 van het Koninklijk Besluit van 7 december 2010.
- 33.3. Behalve in de gevallen voorzien door de wet of de statuten, wordt elke beslissing genomen bij gewone meerderheid van stemmen, wat ook het aantal aanwezige aandelen op de vergadering is."
29. Artikel 34 (vorig artikel 35): Notulen: de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:
- "34.1. De processen-verbaal van de algemene vergadering vermelden per beslissing het aantal aandelen waarmee geldig gestemd is, het aandeel dat deze stemmen in het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, het totaal aantal geldig uitgebrachte stemmen, het aantal stemmen voor en tegen iedere beslissing en, desgevallend, het aantal onthoudingen.
- 34.2. De processen-verbaal van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en de aandeelhouders die dit wensen.
- 34.3. De inlichtingen bedoeld in artikel 34.1. worden door de vennootschap openbaar gemaakt op haar website binnen de vijftien dagen die volgen op de algemene vergadering.
- 34.4. De kopieën of de uittreksels die in rechte of anderzijds voor te leggen zijn worden ondertekend door een bestuurder, een persoon belast met het dagelijks bestuur of een persoon uitdrukkelijk gemachtigd door de raad."
30. Artikel 37 (vorig artikel 38): Organisatie van de algemene vergadering – Processen-verbaal: de woorden "de zaakvoerder" door de woorden "een bestuurder, een persoon belast met het dagelijks bestuur of een persoon uitdrukkelijk gemachtigd door de raad" te vervangen.
31. Artikel 39 (vorig artikel 40): Maatschappelijke geschriften: in het lid 39.3, de woorden "de vergoeding van de zaakvoerder en de kosten bedoeld in artikel 21 van de statuten," af te schaffen.
32. Artikel 40 (vorig artikel 41): Verdeling: in het lid 40.1 (vorig 41.1), de woorden "artikel 20, § 4 van de wet van 20 juli 2004" door de woorden "artikel 21, § 4 van de wet van 3 augustus 2012" te vervangen en dit artikel door een nieuw lid 40.6, opgesteld als volgt, in te vullen:
"Het recht op dividenden verbonden aan titels op naam en niet opgeëiste tantièmes verjaart door verloop van vijf jaar."
33. Artikel 41 (vorig artikel 42): Bepalingen met betrekking tot de "actionnaires à prélèvement" (aandeelhouders met inhouding): in het lid 41.1, het woord "vennoten" door het woord "aandeelhouders" te vervangen.
34. Artikel 42 (vorig artikel 43): Voorschotten op dividenden: het lid 42.2 af te schaffen en bijgevolg de hernoeming van het lid 42.1 af te schaffen.
35. De titel van het vorig artikel 44 als volgt aan te passen: Artikel 43: Terbeschikkingstelling van de verslagen.
36. Artikel 44 (vorige artikel 45): Ontbinding: de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:
- "44.1 In geval van ontbinding van de vennootschap, om welke reden of op welk ogenblik ook, wordt de ontbinding uitgevoerd door de door de algemene vergadering van aandeelhouders benoemde vereffenaar(s). De vereffenaar(s) treedt (treden) slechts in functie na bevestiging van zijn (hun) benoeming door de rechtbank van koophandel. Bij het ontbreken van benoeming van een of meer vereffenaars, zullen de op dat ogenblik in functie zijnde bestuurders, handelend als college, beschouwd worden als vereffenaars ten overstaan van derden.
- 44.2. De vennootschap is, na haar ontbinding, geacht te bestaan voor haar liquidatie.

- 44.3 Onder voorbehoud van tegenstrijdige bepalingen in de benoemingsakte beschikken de met de vereffening belaste personen over de door het Wetboek van Vennootschappen verleende ruimste bevoegdheden.
- 44.4 De algemene vergadering van aandeelhouders bepaalt de wijze van vereffening en, in voorkomend geval, de bezoldiging van de vereffenaar(s).
- 44.5 De vereffening van de vennootschap wordt afgesloten in overeenstemming met de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen.
- 44.6 Behalve in geval van fusie, wordt de netto activa van de vennootschap, na aanzuivering van het passief of consignatie van de hiervoor benodigde bedragen, prioritair toegewezen aan de terugbetaling van de volgestorte aandelen en het eventueel saldo wordt gelijk verdeeld onder de aandeelhouders van de vennootschap, naar verhouding van het aantal aandelen dat zij bezitten.”
37. Artikel 46 af te schaffen en bijgevolg de artikelen 47 tot 50 te hernummeren, die artikelen 45 tot 48 worden.
38. Artikel 45 (vorig artikel 47): Keuze van woonplaats: de woorden “beherende vennoot” af te schaffen, en het woord “zaakvoerder” door de woorden “bestuurder, lid van het directiecomité” te vervangen.
39. Artikel 46 (vorig artikel 48): Rechtsbevoegdheid : de woorden “haar beherende vennoten” af te schaffen en het woord “zaakvoerder” door de woorden “bestuurders, leden van de directiecomité” te vervangen.
40. Artikel 47 (vorig artikel 49): Gemeen recht: in het lid 47.1 (vorig 49.1), alinea 1, de woorden “de wet van 20 juli 2004” door de woorden “de wet van 3 augustus 2012” te vervangen en de tekst van het lid 47.2 (vorig 49.2) te vervangen door de volgende tekst:
“Er wordt bijzonder vermeld dat, overeenkomstig de artikelen 21, § 4 en 101, § 1, alinea 2 van de wet van 3 augustus 2012, de artikelen 111, 141, 2°, 439, 440, 448, 477 en 616 van het Wetboek van Vennootschappen niet van toepassing zijn.”
41. Artikel 51 te hernummeren, dat Artikel 49: Overgangsbepaling wordt, en de tekst van dit artikel door de volgende tekst te vervangen:
“De wijzigingen aangebracht aan de statuten voor wat betreft de referenties naar de wet van 3 augustus 2012 treden in werking vanaf de inwerkingtreding van de betrokken bepalingen, zoals voorzien door die wet”.
42. In de artikelen 2, 4, 5, 8, 9, 11, 11bis, 12, 31, 36, 38, 39, 40, 42 en 48 zo gewijzigd, het woord “zaakvoerder” door de woorden “raad van bestuur” te vervangen en in het artikel 11.3, 2°, de woorden “Statutaire Zaakvoerder” door de woorden “raad van bestuur” te vervangen.
43. In de artikelen 4, 6, 8, 10, 11, 12 en 23 zo gewijzigd, de referenties aan de andere artikelen van de statuten aan te passen overeenkomstig de nieuwe hernummering.

De statutaire zaakvoerder nodigt u uit deze voorstellen tot wijziging van de statuten goed te keuren.

5. Benoeming van bestuurders

Voorstel van besluiten

- a) Voorstel om de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid ARCADE CONSULT, met maatschappelijk zetel te 1950 Kraainem, Sijsseslaan 43, RPR Brussel 0476.027.597, vertegenwoordigd door haar vaste vertegenwoordiger, de heer SOUGNE André, wonende te 1950 Kraainem, Sijsseslaan 43, als onafhankelijke bestuurder te benoemen. Haar opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor haar huidige opdracht van bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2013.
De heer SOUGNE beantwoordt aan de kenmerken van onafhankelijkheid vastgesteld door artikel 526ter van het Wetboek van vennootschappen.
- b) Voorstel om de heer DELPIRE Hugues, wonende te 1400 Nivelles, allée Pré au Lait 23, als onafhankelijke bestuurder te benoemen. Zijn opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor zijn huidige opdracht van bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de

vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2015.

De heer DELPIRE beantwoordt aan de kenmerken van onafhankelijkheid vastgesteld door artikel 526ter van het Wetboek van vennootschappen.

- c) *Voorstel om de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid ETIENNE DEWULF, met maatschappelijk zetel te 1050 Elsene, Général De Gaullelaan 60, bus 10, RPR Brussel 0875.784.690, vertegenwoordigd door haar vaste vertegenwoordiger, de heer DEWULF Etienne, wonende te 1970 Wezembeek-Oppem, rue du Ruisseau 10, als onafhankelijke bestuurder te benoemen. Haar opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor haar huidige opdracht van bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2015.*
- De heer DEWULF beantwoordt aan de kenmerken van onafhankelijkheid vastgesteld door artikel 526ter van het Wetboek van vennootschappen.*
- d) *Voorstel om de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid ROUDE, met maatschappelijk zetel te 1853 Strombeek-Bever, Nieuwelaan 30, RPR Brussel 0860.245.488, vertegenwoordigd door haar vaste vertegenwoordiger, de heer ROUSSEAUX Jacques, wonende te 1853 Strombeek-Bever, Nieuwlaan 30, als onafhankelijke bestuurder te benoemen. Haar opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor haar huidige opdracht van bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2013.*
- De heer ROUSSEAUX beantwoordt aan de kenmerken van onafhankelijkheid vastgesteld door artikel 526ter van het Wetboek van vennootschappen.*
- e) *Voorstel om de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid MarcVH-Consult, met maatschappelijke zetel te 9340 Lede, Bellaertstraat 53, RPR Dendermonde 0500.908.394 vertegenwoordigd door haar vaste vertegenwoordiger, de heer VAN HEDDEGHÉM Marcus, wonende te 9340 Lede, Bellaertstraat 53, als onafhankelijke bestuurder te benoemen. Haar opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor de huidige opdracht van de heer VAN HEDDEGHÉM als bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2014. De heer VAN HEDDEGHÉM beantwoordt aan de kenmerken van onafhankelijkheid vastgesteld door artikel 526ter van het Wetboek van vennootschappen.*
- f) *Voorstel om de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid A. DEVOS, met maatschappelijk zetel te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Horizonlaan 32, RPR Brussel 0859.679.227, vertegenwoordigd door haar vaste vertegenwoordiger, de heer DEVOS Alain, wonende te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Horizonlaan 32, als bestuurder te benoemen. Haar opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor de huidige opdracht van de heer DEVOS als bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2015.*
- g) *Voorstel om de eenhoofdige besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid BDB Management, met maatschappelijk zetel te 1140 Brussel, Colonel Bourgstraat 125/127, RPR Brussel 0500.880.977, vertegenwoordigd door haar vaste vertegenwoordiger, de heer DE BLIECK Benoît, wonende te 8300 Knokke, Zeedijk-Het Zoute 773/51, als bestuurder te benoemen. Haar opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor de huidige opdracht van de heer DE BLIECK als bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2015.*
- h) *Voorstel om de heer GODTS Benoît, wonende te 1970 Wezembeek-Oppem, Gergelstraat 49, als bestuurder te benoemen. Zijn opdracht zal beëindigd worden op de vervaldatum vastgesteld voor zijn huidige opdracht van bestuurder van de naamloze vennootschap BEFIMMO (rechtspersoon zaakvoerder van de*

vennootschap, vóór haar omzetting), hetzij op het einde van de gewone algemene vergadering van 2015.

Deze opdrachten zullen bezoldigd zijn, en deze vergoedingen zullen gelijkwaardig zijn aan deze verkregen naar gelang het geval, door deze personen of hun vaste vertegenwoordiger in het kader van de opdrachten van bestuurders uitgevoerd in de naamloze vennootschap BEFIMMO, in haar hoedanigheid van rechtspersoon zaakvoerder van de Vennootschap, vóór haar omzetting.

Deze benoemingen zijn voorgesteld onder voorbehoud ter goedkeuring van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA).

De statutaire zaakvoerder nodigt u uit dit voorstel goed te keuren.

6. Delegatie van machten voor de uitvoering van de genomen besluiten.

Voorstel van besluit

Voorstel om toe te kennen:

- aan de raad van bestuur alle bevoegdheden tot uitvoering van de genomen beslissingen met mogelijkheid tot indeplaatsstelling;
- aan de instrumenterende notaris alle bevoegdheden met het oog op de coördinatie van de statuten ingevolge de genomen beslissingen, en dit zowel in het Frans als in het Nederlands.

De statutaire zaakvoerder nodigt u uit dit voorstelgoed te keuren.

II. Oproepingen.

De oproepingen, die de agenda vermelden, werden gedaan overeenkomstig artikel 533 van het Wetboek van vennootschappen door middel van aankondigingen geplaatst in:

- het Belgisch Staatsblad op 31 oktober 2012;
- de dagbladen "L'Echo" en "De Tijd" op 2 november 2012.

De Voorzitter legt de bewijsnummers op het bureau.

De aandeelhouders op naam, de bestuurders en de commissaris bovendien werden opgeroepen bij brief hun verzonden op 31 oktober 2012, brief waarvan een kopie op het bureau wordt neergelegd.

De onderhavige Vennootschap heeft noch effecten zonder stemrecht, noch titels die het kapitaal niet vertegenwoordigen, noch inschrijvingsrechten onder welke vorm ook, uitgegeven. De agenda van deze algemene vergadering wijzigt de rechten van de obligatiehouders niet, moesten zij voor de onderhavige algemene vergadering niet opgeroepen worden.

III. Toelating op de vergadering.

Om de vergadering bij te wonen, hebben de aanwezige en vertegenwoordigde aandeelhouders zich geschikt naar artikel 29 van de statuten met betrekking tot de voorwaarden voor toelating op de vergaderingen.

IV. Quorum.

Dat om geldig te kunnen beraadslagen over de agendapunten, de vergadering minstens de helft van het kapitaal moet vertegenwoordigen.

Er blijkt uit de aanwezigheidslijst dat op de achttien miljoen zevenhonderd negenenzestigduizend driehonderd eenenveertig (18.769.341) bestaande aandelen, de vergadering er 2.711.494 vertegenwoordigt, hetzij minder dan de helft, en dat de beherende vennoot, de naamloze vennootschap BEFIMMO, vertegenwoordigd is, zoals hierboven vermeld

Bijgevolg, stelt de Voorzitter vast dat deze vergadering niet geldig kan beraadslagen en besluiten over de agendapunten.

Hij deelt mede dat een tweede vergadering met dezelfde agenda is bijeengeroepen tegen twintig december tweeduizend en twaalf om tien uur, op de zetel.

Deze vergadering zal geldig beraadslagen en besluiten welke ook het aantal vertegenwoordigde aandelen zijn, overeenkomstig artikel 558 van het Wetboek van vennootschappen.

-* Slot *-
De vergadering wordt geheven om 10.15 uur

Voor de Voorzitter BEFIMMO NV



De Stemopnmers



D. Deconinck
B. A. Steenk

De Secretaris

